

Notes échange avec les fédérations professionnelles sur la situation en Nouvelle-Calédonie

29 mai 2024

Ordre du jour :

- I- Introduction et présentation des mesures d'urgence par Claire Durrieu (cabinet Economie) et François Magnaud (cabinet Mom)
- II- Prise de parole du MEDEF et du MEDEF NC
- III- Tour de table : état des lieux de la situation et des besoins au niveau local

I- Introduction et présentation des mesures d'urgence

Claire Durieux présente :

- **Les objectifs de la réunion** : expression de solidarité envers les représentants du monde économique calédonien, écoute de leur état des lieux et de leurs préoccupations et demandes.
- **Les annonces du Président de la République (cf. CP de l'Élysée)** :
 - Au-delà des besoins de reconstruction et de soutien, un retour au calme est crucial pour la stabilité économique et sociale.
 - Message important aux forces vives et aux institutions de Nouvelle-Calédonie concernant les enjeux économiques.
- **Un retour sur la réunion avec les banques et assurances le 22 mai** :
 - Le Ministre a demandé que des réponses rapides soient apportées aux entreprises touchées, notamment en matière d'indemnisation en cas de sinistre et de soutien à la trésorerie des entreprises en difficulté.
 - Un fonds de solidarité doit être créé pour les entreprises touchées.
 - L'État aidera financièrement avec la mise en place de dispositifs d'activité partielle et d'exonération de charges (en construction, task force à Bercy).

François Magnaud, conseiller au cabinet de la ministre déléguée chargée des Outre-Mer signale que le président de la République a demandé à la ministre des Outre-mer de réunir les acteurs économiques locaux. Les concertations pour recueillir leurs besoins ont débuté après le départ du Président de la République.

Une mission confiée à Anthony TOUPIN (ancien responsable de la mission nickel) a débuté des concertations avec les parties prenantes locales.

II- Prise de parole du MEDEF et du MEDEF NC

MEDEF : Bruno Arcadipane

La crise que traverse la Nouvelle Calédonie nous touche particulièrement. Patrick Martin a souhaité être totalement aux côtés du Medef NC et de sa présidente.

À sa demande, la cellule de crise du MEDEF a été reçue par Jérôme Fournel directeur de cabinet de Bruno Le Maire et Claire Durrieu, conseillère en charge des dossiers ultramarins, avec Cédric Faivre, DG du Medef NC pour un premier rendez-vous de travail sur la crise. La présente réunion a été demandée par le MEDEF à cette occasion pour associer les acteurs locaux et leurs fédérations national avec pour **objectif** :

- De **partager un état des lieux du tissu économique local** et des difficultés auxquelles il est confronté.
- **D'exprimer les besoins des entreprises** pour passer la période de crise absolue puis pour trouver toutes les ressources nécessaires à la sortie de crise et demain à la reconstruction.

Le MEDEF Nouvelle Calédonie a fait un premier travail pour recenser les destructions et identifier les besoins.

Les enjeux sont de :

- **Parer au plus pressé pour les entreprises sinistrées et leurs salariés,**
- **Travailler à la définition d'un cadre de réflexion sur les nouvelles stratégies de développement économique du territoire et leur accompagnement.**

Les banques et les assurances ont émis différentes propositions et il convient de les saluer.

MEDEF Nouvelle-Calédonie : Mimsy Daly :

Une prise de conscience de l'étendue de la crise est indispensable :10% au moins de l'emploi NC détruit en 2 semaines. Les conséquences de cette crise ne sont pas encore bien mesurées.

Besoins urgents :

- Besoin de défense des entreprises, sentiment d'abandon par l'Etat.
- Besoin d'aide sur les questions de sécurité. Des entreprises sont encore attaquées
- Clarifier les dispositifs annoncés ces derniers jours.
- Clarifier les réponses apportées aux enjeux de trésoreries, de restructuration des crédits et de pouvoir d'achat des personnes qui vont perdre leur emploi. Les salaires doivent être versés la semaine prochaine.
- Réponse concrètes sur la problématique des licenciements.

Fort pessimisme : besoin de confiance dans les dispositifs qui vont être mis en place, d'où la nécessité de créer une agence chargée de gérer l'aide d'urgence et de reconstruction.

III- Tour de table : état des lieux de la situation et des besoins au niveau local

Président CCI NC : David Guyenne

Gouvernance de la reconstruction :

- Besoin de comprendre la gouvernance de la reconstruction en Nouvelle-Calédonie.
- Clarification du nouveau contexte calédonien nécessaire pour anticiper l'avenir économique et politique de l'archipel.

Visibilité économique et politique à moyen terme :

- Besoin de visibilité économique et politique en Nouvelle-Calédonie.
- Planification et financement des projets de reconstruction.
- Mission économique pour donner de la visibilité aux entreprises.

Objectifs à se donner pour cette réunion avec le cabinet :

- Organiser la planification des besoins et des objets de la mission économique en Nouvelle-Calédonie.
- Donner de la visibilité sur la gouvernance et les projets économiques à venir.

Création d'une agence d'accompagnement face à la crise :

- Proposition de créer une agence pour réunir et gérer les problématiques économiques et politiques.

Fédération des industries NC : Xavier Benoit :

Impact économique :

- Impact non mesuré : l'économie de la Nouvelle-Calédonie va être durablement affectée.

Visibilité et coordination :

- Manque de visibilité et de coordination des mesures d'urgence au niveau local, provincial et national.
→ Réponse de Bercy : il faut prendre attache de la mission de coordination présente sur place.

Solutions rapides :

- Urgence de solutions rapides, notamment pour le maintien des salaires.
- Demande de reprise en main par l'État pour stabiliser la situation.

Président du syndicat des importateurs : Laurent Vircondelet :

Besoins des entreprises :

- Difficultés psychologiques des chefs d'entreprises qui ont tout perdu.
- Besoin de garanties et de réponses pour les entreprises.

Proposition de coordination :

- Proposition de création d'une agence de l'État sur place pour coordonner les aides et coconstruire la reconstruction.
- Perte de confiance dans la gestion des provinces, qui explique la demande de création d'une agence publique pour la gestion des fonds de soutien et d'accompagnement.

Réponse de Bercy :

- L'urgence de la situation a bien été identifiée par le Président.
- La réponse à la crise sera précisée dans les jours qui viennent.

Fédération des industries de Nouvelle-Calédonie : Romain Babey :

Gestion des fonds de soutien :

- Besoin que les fonds passent par une agence de l'État créée au niveau local et non par les provinces.

Problèmes structurants :

- Les entreprises rencontrent des problèmes de trésorerie, y compris celles qui n'ont pas été sinistrées mais qui n'ont plus aucune activité économique.
- Problème d'impossibilité de souscription de nouveaux contrats d'assurance à court terme.
- Besoin de suspendre les dettes PGE.

Réponse de Bercy (Antonin Dumont) :

- Les assureurs indiquent vouloir rester sur place et continuer d'assurer.

France Assurance (Christophe Delcamp) :

- 75 experts vont être envoyés en NC, une fois la situation sécurisée, afin de réaliser les diagnostics et d'indemniser plus rapidement.

Fédération commerce : Guillaume Benoit :

Emplois :

- Urgence pour les emplois encore présents : la majorité du tissu économique est impactée.
- Il faut également prendre en compte les départs de salariés qui suivront le retour à la normale.
- Question cruciale du maintien des salaires.

Préparation à la crise :

- Se préparer à la crise qui s'annonce, en tenant compte des difficultés des entreprises avant la crise.
- La crise sera très importante en termes de nombre de personnes touchées.

Dettes des entreprises :

- Les entreprises ont besoin de restructuration de la dette.
 - Notamment un étalement de la dette et une suspension des remboursements des PGE.
 - Le national doit redonner la main aux banques locales pour la suspension des dettes PGE.

Création d'une agence publique :

- L'agence publique qui sera créée pour accompagner les entreprises doit garantir le maintien de l'emploi présent.
- Préserver la consommation, qui est le premier facteur économique en Nouvelle-Calédonie.

Fédération commerce distribution (FCD) : Virginie Grimault

Protection des magasins et des stocks :

- Besoin urgent de protection des magasins et des stocks.
- 9 magasins Carrefour pillés sur les 11 de l'archipel.

Risque de pénurie :

- Pas de risque de pénurie à condition que le transport et les stocks soient protégés.
- Comportement civique de la population à saluer car il n'y a pas de constitution de surstocks qui conduirait à des pénuries. Il y a une consommation en temps de crise.

Sécurisation à long terme :

- Demande de sécurisation à long terme.
 - Actuellement, il n'y a pas de protection spécifique organisée par les forces de l'ordre.
 - Les stocks stratégiques (alimentaires et médicaux) ne sont pas sécurisés.
 - Ces stocks sont sous contrôle de vigies bénévoles qui alertent les forces de l'ordre.

Président BTP NC : Benoit Meunier :

Priorités :

- Rétablir l'ordre et la libre circulation.
- Sécuriser les salaires des employés.

Problèmes immédiats :

- Impossibilité de travailler due au manque de carburant et à la restriction de la libre circulation.
- Urgence de maintien des salaires. La province va assurer les salaires de mai. Mais comment ?

Reconstruction :

- Pas de reconstruction avant 8 mois (temps de l'expertise des dégâts des bâtiments + démolition ou réaménagement + travail des permis de construire + constitution d'appel d'offres et début des travaux...). C'est une estimation optimiste.
- Besoin de l'aide de l'État pour reconstruire les infrastructures et les entreprises.
 - Clarification nécessaire de cette aide.
 - Aide de trésorerie des entreprises : l'État annonce une participation avec répartition 1/1 avec la Nouvelle-Calédonie, mais celle-ci était déjà en faillite avant la crise.

Problèmes financiers :

- Trésoreries des entreprises déjà affectées depuis les trois référendums de 2018.
- Problème de remboursement des PGE.
- La restructuration du PGE implique la dégradation de la cote IEOM de l'entreprise avec pour conséquence des difficultés d'accès à la commande publique.

Licenciement dans le secteur marchand

Risques :

- Possibilité de licenciement de 10 000 salariés si baisse entre 10 et 20% de l'activité.
- Le groupe Carrefour va licencier 200 salariés.
- Risque de crise sociale potentiellement dramatique.

Conclusion de Bercy :

- Evaluation de la possibilité de création d'une agence publique dédié à l'accompagnement des entreprises face à la crise et dans la reconstruction.

Conclusion du MEDEF :

- Une nouvelle réunion est bien entendu indispensable et il est demandé d'en fixer le principe et la date dès maintenant.
- Celle-ci se déroulera le 07 juin.

Liste des participants :

Ministères-Public

Claire Durrieu, conseillère Outremer du Ministre de l'Economie
David Litvan DGFIP
Yann Caron, IEOM
Elise Desmazures, Directrice de l'Institut de la statistique et des études économiques (Isee)

MEDEF

Bruno Arcadipane, VP MEDEF
Vincent Le Roux, Directeur de cabinet MEDEF
Kilian Bilba, MEDEF
François Gonord, MEDEF
Olivier Marcaillou, MEDEF

Mimsy Daly, Présidente MEDEF NC
Cédric Faivre, DG MEDEF NC
Banque de Nouvelle Calédonie
Banque Calédonienne d'investissement

Acteurs locaux

Romain Babey Fédération des industries de Nouvelle-Calédonie
Xavier Benoist, Fédération des industries de Nouvelle Calédonie, Blue Scopesteel
Guillaume Benoit, Fédération du commerce de Nouvelle-Calédonie
David Guyenne, président de la Chambre de commerce et d'industrie, CCI NC
Benoit Meunier, Président Fédération Calédonienne du BTP (FCBTP)
Nicole Moreau, Présidente CPME Nouvelle Calédonie
Jean-Christophe Niaoutou, Chambre d'Agriculture et de la Pêche (CAP-NC)
Alexandre Rodriguez, président de la confédération des professionnels de l'immobilier
Laurent Vircondelet, Président du syndicat des importateurs
Lionel Wolff, FBF Nouvelle Calédonie locales (BNPParibas) ;
Société Générale Nouvelle Calédonie, SGNC
Decorama
Cluster maritime
Fédération des Industrie de Nouvelle-Calédonie
Société d'Economie Mixte de la Baie de la Moselle, SODEMO
Syndicat des commerçants de Nouvelle-Calédonie
U2P Nouvelle Calédonie

Fédérations nationales :

Philippe Bernardi, Directeur Assurances de personnes France Assureur
Jean-François Brunet, DG CDCF / Magasins de bricolage/jardinierie
Romain Charvet, Eramet (A3M)
Guillaume Faurie, DG Mobilians
Clare Guidi, FFB
Bruno Jacquemin, DG A3M
Laurent Martin Saint Léon, DG FDMC
Patrick Pittalis, DG UNICEM
Virginie Grimault, FCD
Ophélie Rota, DG UMIH
David Verfaillie, FBF